

Madrid prépare le retour des entreprises espagnoles en Algérie

La Chambre de commerce de Madrid multiplie les initiatives en direction du marché algérien.

La Chambre de commerce de Madrid organisera le 14 octobre une rencontre entièrement consacrée aux opportunités offertes par l'Algérie, sous le thème « Algérie : perspectives, clés et opportunités d'internationalisation ». Destinée notamment aux dirigeants d'entreprises et responsables export, cette journée doit fournir aux opérateurs espagnols des informations pratiques sur les conditions d'accès au marché algérien, les possibilités de financement et les secteurs présentant actuellement le plus fort potentiel. Six domaines sont particulièrement mis en avant : les infrastructures, l'énergie, l'agro-industrie, les transports, la logistique et les services aux entreprises. La proximité géographique entre les

deux pays, les programmes d'investissements engagés en Algérie et la politique de diversification économique sont présentés comme autant d'arguments pour les sociétés espagnoles souhaitant développer leurs activités sur la rive sud de la Méditerranée. Le programme témoigne également de la volonté d'aborder les difficultés concrètes rencontrées par les investisseurs. Des représentants de l'Office économique et commercial espagnol en Algérie participeront aux travaux aux côtés d'Aresbank, de Naturgy, d'Asicomex Global Partners et d'Air Algérie. Le financement des opérations, la connaissance du marché ainsi que les conditions pratiques d'implantation et d'exportation figureront parmi les sujets abordés. Du 13 au 15 avril dernier, la Chambre de commerce de Madrid avait déjà or-

ganisé en Algérie des rencontres B2B afin de mettre directement en relation des entreprises madrilènes avec des partenaires et clients algériens. L'institution espagnole présentait alors l'Algérie comme un marché stratégique redevenu accessible après la levée des restrictions commerciales qui avaient lourdement affecté les échanges entre les deux pays. Les infrastructures, les énergies renouvelables, l'eau, les équipements industriels, la construction et l'agroalimentaire figuraient déjà parmi les secteurs ciblés. La succession de ces initiatives traduit ainsi une nouvelle étape dans le rapprochement économique entre Alger et Madrid. Après plusieurs années marquées par la crise diplomatique et le recul des échanges, les institutions écono-

miques espagnoles cherchent désormais à accompagner concrètement le retour de leurs entreprises. Pour Madrid, l'enjeu dépasse donc la simple reprise des exportations : il s'agit aussi de permettre aux entreprises espagnoles de retrouver une place sur un marché voisin où la concurrence internationale s'est renforcée pendant leur période de retrait. Cette dynamique pourrait désormais ouvrir une nouvelle phase dans les relations économiques entre les deux pays, davantage tournée vers l'investissement, les partenariats industriels et la présence durable des entreprises espagnoles en Algérie. Pour ces dernières, le défi sera toutefois de reconquérir un terrain où d'autres partenaires étrangers ont continué à avancer pendant la période de gel des échanges.

Le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez.

Photo : DR.

Algérie : près de 9 milliards de dollars d'investissements venus du Golfe

En dix-huit mois, près de 9 milliards de dollars d'investissements venus du Golfe ont été engagés en Algérie, confirmant l'intérêt grandissant pour les hydrocarbures, l'agriculture et l'industrie.

Pprès de 9 milliards de dollars de projets soutenus par des investisseurs du Golfe ont été engagés en Algérie au cours des 18 derniers mois, selon une analyse publiée par le magazine financier américain Global Finance. Cette poussée repose essentiellement sur deux investissements. Le premier est celui de la société saoudienne Midad Energy, qui a conclu en octobre 2025 un investissement de 5,4 milliards de dollars dans le secteur pétrolier et gazier algérien. Le second est le vaste projet laitier du groupe qatari Baladna, estimé à 3,5 milliards de dollars et désormais entré dans sa deuxième phase. À eux seuls, les deux projets représentent environ 8,9 milliards de dollars et témoignent de la montée en puissance des capitaux saoudiens et qataris dans l'économie algérienne. Global Finance replace cette dynamique dans un mouvement plus large de diversification des investissements du Golfe vers l'Afrique du Nord, dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques et les perturbations des marchés énergétiques. L'Algérie et la Libye sont notamment présentées comme disposant d'un potentiel important pour renforcer l'approvisionnement énergétique international. Cette évolution intervient alors que Sonatrach poursuit un vaste programme de développement prévoyant notamment 1 450 forages d'ici 2030, avec un besoin accru de capitaux, de technologies et de partenaires étrangers.

Mais l'intérêt du Golfe dépasse désormais les hydrocarbures. Le projet de Baladna illustre l'émergence de l'agriculture et de la sécurité alimentaire parmi les secteurs stratégiques ciblés, confirmant la place croissante des investissements saoudiens et qataris dans le paysage économique algérien. Mais les 9 milliards de dollars avancés par Global Finance ne représentent qu'une photographie des principaux investissements du Golfe recensés sur les 18 derniers mois. Ce montant ne couvre donc pas l'ensemble des capitaux étrangers déjà engagés ou susceptibles d'être mobilisés en Algérie. Le pays cherche parallèlement à attirer de nouveaux investissements dans les mines, l'industrie, l'agriculture, les énergies renouvelables, les infrastructures et les hydrocarbures. Plusieurs projets annoncés ou encore en négociation pourraient ainsi venir grossir les montants effectivement investis. L'enjeu sera désormais de transformer les annonces, protocoles d'accord et négociations en projets réalisés sur le terrain. Si cette dynamique se confirme, les quelque 9 milliards de dollars relevés par le magazine américain pourraient rapidement être dépassés, notamment avec l'arrivée de nouveaux partenaires et l'extension des investissements déjà engagés. L'Algérie ne se limite donc pas aux 9 milliards recensés : ce chiffre constitue davantage un indicateur de l'accélération actuelle des investissements du Golfe qu'un bilan global de l'attractivité du pays.